

Un article de l'AFP du 15 mai 2012

La Grèce de nouveau aux urnes en juin. (16.05)

La Grèce va devoir retourner aux urnes d'ici fin juin après l'échec de la formation d'un gouvernement de coalition.

La Grèce traverse une période de vide politique après l'échec d'une réunion de dernière chance mardi des dirigeants des partis sous l'égide du président de la République Carolos Papoulias pour la constitution d'un gouvernement de coalition.

"Nous allons hélas de nouveau vers des élections, dans quelques jours, dans de très mauvaises conditions", a affirmé le dirigeant des socialistes Pasok et ex-ministre des Finances Evangélos Vénizélos, faisant allusion à la situation grave des finances du pays et au risque d'une sortie de la zone euro.

Lors des législatives du 6 mai en Grèce, au cours desquelles aucune majorité ne s'est dégagée, les deux piliers du système politique du pays, la Nouvelle-Démocratie (droite) et le Pasok (socialiste), ont été sanctionnés pour l'austérité imposée et dictée par les créanciers en échange des prêts internationaux pour éviter au pays la faillite.

L'échec des tractations pour trouver un gouvernement de coalition depuis dix jours a ravivé les inquiétudes sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde a évoqué mardi à Paris la possibilité d'une *"sortie ordonnée"* de la Grèce de la zone euro, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision France 24.

"Si les engagements budgétaires de ce pays n'étaient pas tenus, il y a des révisions appropriées à faire et cela veut dire soit des financements supplémentaires et du temps supplémentaire soit des mécanismes de sortie qui devrait être une sortie ordonnée dans ce cas", a-t-elle déclaré.

Selon les médias grecs, la date la plus probable du nouveau scrutin est le 17 juin, soit un mois après la proclamation officielle des législatives.

La date devrait a priori être connue lors d'une réunion des chefs de partis mercredi à 10H00 GMT sous l'égide du président de la République Carolos Papoulias, destinée à former un gouvernement dit *"de service"*, uniquement chargé d'expédier les affaires courantes et d'organiser le scrutin.

Antonis Samaras, chef de la Nouvelle-Démocratie, arrivé en tête du scrutin du 6 mai mais sans majorité, a mis en garde contre *"le populisme aventuriste"* de la gauche en dénonçant, comme M. Vénizélos, le refus d'Alexis Tsipras, chef de la Gauche radicale Syriza, de participer à un gouvernement de coalition.

De même, Fotis Kouvelis, le chef de la petite formation de gauche modérée Dimar qui a refusé d'apporter ses 19 députés en renfort d'une alliance conservateurs-socialistes, a imputé le naufrage à M. Tsipras.

Rejetant ces critiques, M. Tsipras, dont la formation a créé la surprise le 6 mai en devenant le deuxième parti de Grèce avec 16,7% des voix et 52 députés, a rétorqué que *"les partis du mémorandum (droite et socialistes) avaient refusé d'adopter ses propositions"* en mettant la gauche *"devant le dilemme: mémorandum (plan d'austérité ou élections)"*, ce qui équivaut pour lui à une sorte de *"chantage"*.

"J'ai fait tous les efforts possibles pour un gouvernement progressiste qui respecterait le vote du peuple. Notre principal axe est l'annulation des coupes dans les salaires et les retraites", a ajouté M. Tsipras, qui a axé sa campagne électorale sur le rejet de la rigueur.

Le maintien de la Grèce dans la zone euro sera *"le dilemme"* posé par *"les prochaines élections"*, a estimé mardi soir le ministre socialiste grec sortant des Finances, Philippos Sahinidis à la télévision grecque Mega.

"La Grèce se trouve à un point crucial (...) le dilemme est le maintien du pays dans l'euro, non parce que certains vont tenter de nous faire sortir, mais parce que nous ne serons pas capables de répondre à nos engagements qui nous garantissent notre maintien dans l'euro", a dit M. Sahinidis, qui avait participé lundi soir à une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.